

RÉSUMÉ

1. L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas qu'une question d'autonomisation économique : elle est un impératif moral, une préoccupation de justice et d'équité qui recouvre de multiples dimensions – politiques, sociales et culturelles. Elle est aussi un facteur clé dans le sentiment de bien-être et de bonheur dont les individus eux-mêmes font état de par le monde.

2. Au lendemain de la Grande récession, la nécessité devient urgente de se focaliser sur l'argument économique et sur les débouchés économiques améliorés que des évolutions du marché du travail pourraient procurer aux hommes comme aux femmes. L'initiative de l'OCDE pour la parité a été conçue pour faire partie intégrante de l'effort plus vaste de recherche de nouvelles sources de croissance économique ; or une plus grande égalité entre les sexes et une utilisation plus efficiente des compétences de chacun sont un élément important de la réponse. Il est vrai que de nombreux pays, partout dans le monde, ont sensiblement progressé sur la voie de l'égalité hommes-femmes en matière d'éducation au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons dans certaines matières et sont moins susceptibles que les garçons d'abandonner prématurément l'école. Mais le verre est toujours à moitié vide : les femmes continuent à gagner moins que les hommes, sont moins susceptibles d'atteindre le sommet de la hiérarchie au travail et ont un plus grand risque de finir leur vie dans la pauvreté.

L'Initiative de l'OCDE pour la parité

S'appuyant sur ses domaines d'expertise, l'OCDE a lancé en 2010 une Initiative pour la parité chargée d'examiner les obstacles qui entravent aujourd'hui l'égalité des sexes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat (les « trois E ») dans le but d'améliorer les politiques et de promouvoir la parité économique dans les pays Membres comme non Membres de l'Organisation.

L'Initiative de l'OCDE pour la parité a présenté ses premières conclusions dans le Rapport sur la parité publié en mai 2011 à l'occasion de la Réunion du 50^e anniversaire du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres tenue à Paris. En outre, un rapport spécial sur cette triple égalité hommes-femmes dans les pays de l'OCDE riverains du Pacifique et dans d'autres pays de l'APEC a été élaboré pour le *Women and the Economy Summit* de l'APEC organisé en septembre 2011 à San Francisco.

Le 8 mars 2012, l'OCDE a lancé son Navigateur de la parité (www.oecd.org/gender), doté de 16 indicateurs centrés sur les disparités hommes-femmes existant dans les pays de l'OCDE et ses partenaires clés. Ce navigateur deviendra courant 2012 un portail unique de données sur la parité qui, dans le but de suivre les progrès peu à peu réalisés, montrera les positions nationales relatives selon les différentes dimensions de l'inégalité des sexes dans les « trois E ».

L'OCDE voudrait ici remercier l'Union européenne et le ministère des Affaires étrangères des États-Unis pour l'aide financière qu'ils ont apportée à l'Initiative de l'OCDE pour la parité.

3. Le défi d'une croissance économique forte, à long terme, durable et qui bénéficie à *tous* ne pourra être relevé que si l'on utilise au mieux toutes les ressources disponibles. Laisser les femmes à la traîne signifie non seulement renoncer à l'importante contribution qu'elles peuvent apporter à l'économie, mais

aussi perdre le bénéfice d'années d'investissements dans l'éducation des filles et des jeunes femmes. Exploiter au mieux les talents permet de faire en sorte que les hommes et les femmes aient les mêmes chances d'apporter leur pierre à l'édifice, aussi bien dans le milieu familial qu'au travail, ce qui concourt au bien-être des uns comme des autres, et de la société plus généralement.

4. Instiller la question de la parité dans toutes les strates des politiques publiques est l'une des actions à mener pour renforcer avec efficacité l'égalité hommes-femmes. Il faut, pour lutter contre la discrimination et conforter la parité, des agences publiques de la parité visibles et dotées d'un mandat suffisamment affirmé, d'outils d'analyse adaptés, de données fiables et de ressources. De telles politiques de parité ont plus de chances de réussir si des hommes et des femmes incarnent visiblement et activement les efforts déployés : afin de casser les stéréotypes, il est utile de proposer des modèles des deux sexes auxquels s'identifier. Pour que ces actions soient efficaces, il faut toutefois en assurer un suivi attentif.

5. Ce rapport qui résulte de l'Initiative de l'OCDE pour la parité vise à informer, à mettre en commun les expériences et les bonnes pratiques, et à aider les gouvernements à promouvoir l'égalité hommes-femmes selon ces trois dimensions que sont l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat. Il fait un bilan de la situation sous l'angle de la parité, selon ces trois axes, cherchant à savoir si des inégalités existent, pourquoi et comment elles se sont mises en place, et quels sont les obstacles à surmonter pour aller vers une plus grande égalité. Le rapport émet des avis à l'intention des gouvernements pour leur indiquer comment ils peuvent placer les femmes dans de meilleures conditions d'égalité.

6. Une bonne partie de ces avis a pour but d'atténuer les craintes concernant l'expérience des femmes et des filles, et de lever les obstacles à l'égalité participation des femmes dans l'économie, mais l'égalité hommes-femmes ne signifie pas seulement autonomisation des femmes. Cette étude examine aussi pourquoi, dans de nombreux pays, une plus grande réussite des filles à l'école va de pair avec une moindre réussite des garçons dans certaines matières ; pourquoi les pères peuvent avoir des difficultés à utiliser pleinement les dispositifs destinés à aider à concilier activité professionnelle et vie familiale ; et ce qui peut être fait pour améliorer la situation.

7. Un meilleur partage du travail rémunéré et du travail non rémunéré suppose aussi de faire évoluer les normes, la culture, les mentalités et les attitudes. De telles évolutions prennent du temps, mais les politiques publiques ont un rôle à jouer pour mieux faire prendre conscience des préjugés liés au sexe dans la société et pour promouvoir le changement.

L'argument économique en faveur de l'égalité hommes-femmes

8. La croissance économique des pays de l'OCDE de ces 50 dernières années s'explique pour moitié environ par les progrès de l'éducation, qui tiennent beaucoup au fait qu'un plus grand nombre de filles accèdent à un plus haut niveau d'éducation et qu'il y a désormais une plus grande égalité hommes-femmes du point de vue du nombre d'années consacrées aux études.

9. Cependant, une plus grande égalité dans l'éducation ne garantit pas l'égalité des situations sur le marché du travail. Si le coût élevé de la garde des enfants signifie qu'il est économiquement inintéressant pour les femmes de travailler à plein temps, si la culture au travail pénalise les femmes lorsqu'elles interrompent leur carrière pour avoir un enfant ou s'occuper de proches âgés, et tant que ce seront essentiellement les femmes qui assumeront les tâches ménagères non rémunérées et s'occuperont des enfants et des parents âgés, il sera difficile pour elles de réaliser pleinement leur potentiel vis-à-vis du travail rémunéré. Dans les pays en développement, il se peut, lorsque des normes sociales discriminatoires favorisent le mariage précoce ou restreignent l'accès des femmes au crédit, que les progrès significatifs enregistrés dans le niveau d'études des filles n'aboutissent pas à une progression de l'emploi formel et de l'entrepreneuriat.

10. Les problèmes sont complexes ; pour les surmonter, il faudra modifier la façon dont nos sociétés et nos économies fonctionnent. Les hommes et les femmes doivent pouvoir trouver entre travail et vie personnelle un équilibre qui leur convienne, indépendamment du statut familial ou des revenus du ménage. Partager la prise en charge des enfants peut être difficile dans une culture où l'on estime que les hommes font montre d'une faible motivation professionnelle lorsqu'ils souhaitent prendre leur congé parental, et où les femmes sont tenues à l'écart d'une vraie carrière. Et s'il n'y a pas de mode de garde des enfants d'un coût abordable et de bonne qualité, de nombreux parents, en particulier ceux à faible revenu, peuvent être tout simplement dans l'impossibilité de travailler à plein temps tout en s'occupant de leur famille.

11. Des politiques publiques bien conçues peuvent faciliter ces transitions, mais les actions à mener doivent être mûrement pensées si l'on veut que les modifications futures aient un effet aussi positif sur la croissance et la situation sociale que celui des progrès de l'éducation dans le passé. Pour cela, peut-être faudra-t-il revoir la politique économique générale et les politiques visant le marché du travail et l'entrepreneuriat mais, s'agissant de la parité, l'une des grandes difficultés pour les responsables publics sera de surmonter le manque d'informations complètes et fiables dans certains domaines clés.

12. Dans les pays en développement, l'autonomisation économique des femmes est un préalable indispensable pour un développement durable, une croissance plus favorable aux pauvres et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes sont des catalyseurs qui peuvent démultiplier les efforts en faveur du développement. L'investissement en faveur de l'égalité hommes-femmes est, de tous les investissements en faveur du développement, celui qui affiche le plus haut rendement.

Éducation

13. La plupart des pays de par le monde ont gagné la bataille consistant à assurer un enseignement primaire universel, mais la situation est beaucoup plus contrastée au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur, et les pouvoirs publics doivent aussi rester constamment attentifs à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

14. Encore aujourd'hui, les filles sont moins susceptibles que les garçons d'accéder même à l'enseignement secondaire en Afrique occidentale, orientale et centrale, ainsi qu'en Asie du Sud. L'accès aux études est moins problématique dans les pays de l'OCDE, où l'enseignement est généralement obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans. Mais les garçons sont davantage susceptibles d'abandonner leurs études avant la fin du second degré, en particulier dans les pays à haut revenu.

15. De ce fait, dans de nombreux pays de la planète, les jeunes femmes ont un niveau d'études qui est de plus en plus élevé par rapport à celui des jeunes hommes. En compréhension de l'écrit, par exemple, les garçons ont sur les filles, en fin de secondaire, un retard équivalent à une année de scolarité en moyenne, et ils sont beaucoup moins enclins à consacrer du temps à la lecture pour le plaisir. Les garçons sont en avance pour les mathématiques, mais l'écart entre garçons et filles est faible au regard de ce qu'il est pour la compréhension de l'écrit.

16. Pourtant, les filles restent moins susceptibles de s'orienter vers des études scientifiques et techniques, et même lorsqu'elles choisissent cette orientation, elles sont moins susceptibles d'entreprendre une carrière dans ces domaines — ce qui est préoccupant compte tenu des pénuries de compétences sur le marché du travail, du fait de perspectives de carrière et de revenu généralement plus prometteuses dans ces domaines, et des retombées positives sur l'innovation et la croissance que l'on peut attendre d'un meilleur niveau de qualification de la main-d'œuvre.

17. Dans les pays de l'OCDE, ces choix se font très tôt dans la vie, de sorte qu'il serait souhaitable, notamment, de s'attacher davantage à modifier les stéréotypes liés au sexe et les attitudes dès le jeune âge.

Les stéréotypes liés au sexe se manifestent souvent de façon subtile, à la maison, à l'école et dans la société. Si les enseignants du primaire sont essentiellement des femmes et, dans le second degré, en particulier dans les matières scientifiques, essentiellement des hommes, quel message cela renvoie-t-il aux garçons et aux filles pour la vie adulte ? Et si les manuels scolaires prennent comme exemples des femmes infirmières et des hommes ingénieurs, si les enseignants eux-mêmes projettent leurs propres convictions quant aux aptitudes des filles et des garçons en mathématiques ou en compréhension de l'écrit, quelle sera l'attitude des enfants face à ces matières ? Mais les stéréotypes sexués à l'école ne sont qu'un élément de l'équation : les attitudes sont également déterminées par ce qui se passe à la maison. L'environnement familial est l'un des plus puissants déterminants de la différenciation des rôles selon le sexe, car c'est à la maison que les enfants apprennent très tôt ce que veut dire être un garçon ou une fille dans la société.

18. Dans les pays en développement, les familles pauvres peuvent ne pas avoir les moyens, financièrement, d'envoyer tous leurs enfants à l'école, et les garçons risquent d'être avantagés lorsqu'il s'agit de décider quel enfant poursuivra une scolarité. Assurément, quand l'enseignement primaire est gratuit, le taux de scolarisation des filles augmente. Mais il n'y a pas seulement la question des frais d'inscription ; il y a aussi le coût de l'uniforme et des repas pris à l'école — une aide dans ces domaines peut aider les filles à accéder à la scolarité et à la poursuivre jusqu'à la fin du secondaire. Certains pays ont aussi amélioré le taux de scolarisation des filles en instaurant des programmes qui permettent aux familles de bénéficier d'une aide financière si elles envoient leurs filles à l'école. Une scolarité prolongée contribue aussi à éviter les mariages précoces. Et l'éducation est un cadeau qui se transmet : les mères qui ont pu suivre une scolarité attachent davantage d'importance à ce que leurs propres filles fassent des études.

19. Pour maximiser le rendement économique et social des investissements dans l'éducation, il importe donc de comprendre précisément pourquoi les attitudes envers la compréhension de l'écrit et les mathématiques diffèrent d'un sexe à l'autre, et ensuite de trouver comment inverser ces tendances. Mais dans le monde en développement, la priorité est l'accès et maintien des filles à l'école, dans de bonnes conditions de sécurité à l'école et dans les transports, et avec des installations sanitaires.

Emploi

20. Le passage des études au travail rémunéré est un moment crucial qui détermine en grande partie les inégalités rencontrées par les femmes sur le marché du travail tout au long de leur vie active. Les femmes sont plus nombreuses à avoir intégré le monde du travail, ces dernières années, mais il leur est souvent plus difficile d'accéder à un premier emploi, elles gagnent moins que les hommes et elles sont davantage susceptibles de travailler à temps partiel. En outre, les choix de filières d'études que font les jeunes – femmes et hommes – perpétuent la ségrégation entre les sexes sur le marché du travail, les femmes étant sous-représentées dans le secteur des entreprises et fortement présentes dans la santé, l'aide sociale, l'éducation et les tâches administratives.

21. Ces différences de situations s'expliquent en grande partie par le fait que c'est encore sur les femmes que repose, pour l'essentiel, la charge des tâches de la vie quotidienne, non rémunérées mais inévitables, que sont par exemple les soins aux enfants et les tâches ménagères. Dans les pays moins développés, les jeunes femmes sont plus susceptibles que les hommes de n'être ni dans l'emploi, ni en train de suivre des études ni en formation, et lorsqu'elles entrent sur le marché du travail, elles risquent davantage d'être cantonnées dans les emplois les plus vulnérables, souvent dans le secteur informel.

22. Les employeurs jouent un rôle crucial : leur soutien et des pratiques au travail favorables à la vie familiale peuvent aider les hommes et les femmes à mieux concilier vie professionnelle et responsabilités familiales, ce qui se traduit par des écarts salariaux plus faibles entre les uns et les autres. Encore faut-il que les hommes comme les femmes utilisent ces possibilités. Un emploi à temps partiel ou temporaire peut apparaître attrayant à court terme, pour aider à jongler entre activité professionnelle et obligations familiales, mais il peut être un choix coûteux à long terme pour les femmes, non seulement en termes de

salaire, mais aussi de droits à pension, d'épargne et de sécurité de l'emploi.

23. Indépendamment des charges de famille, il est difficile pour de nombreuses femmes de s'élever dans la hiérarchie professionnelle. En fait, les inégalités augmentent à mesure que l'on progresse dans l'échelle des rémunérations : alors qu'en moyenne, dans les pays de l'OCDE, les femmes gagnent 16 % de moins que les hommes, l'écart est d'environ 21 % au sommet de cette échelle. Il s'agirait de ce que l'on appelle le « plafond de verre ». Les femmes sont également défavorisées en ce qui concerne l'exercice de responsabilités décisionnelles et l'accès aux plus hautes fonctions de direction ; dans les conseils d'administration, on dénombre seulement 10 femmes pour 100 hommes. L'expérience norvégienne montre que l'imposition de quotas peut parvenir à rééquilibrer les conseils d'administration à cet égard. Cependant, les conséquences économiques globales de quotas obligatoires restent floues. Dans l'intervalle, différents outils peuvent être mis à profit pour atteindre le but recherché : fixation d'objectifs, respect de principes de gouvernement d'entreprise et, en tout état de cause, suivi et publicité des progrès réalisés.

24. La tension entre travail et vie de famille est au cœur de la problématique de la parité dans l'emploi. Les familles qui ont de jeunes enfants doivent pouvoir avoir accès à un mode de garde d'un coût abordable, pour que les parents puissent travailler. Si les frais de garde d'enfants absorbent un salaire, de sorte qu'il n'y a pas – ou qu'il y a peu – d'avantage financier à travailler, les parents (c'est-à-dire les mères le plus souvent) seront peu enclins à rechercher une activité professionnelle.

25. Mais la façon dont la vie à la maison s'organise joue aussi un grand rôle dans l'équation. Dans de nombreux systèmes, il est encore aujourd'hui implicitement admis que ce sont essentiellement les mères qui doivent élever les enfants et, partout, les femmes assurent une plus large part du travail non rémunéré que les hommes, qu'elles occupent ou non un emploi à plein temps. Dans les couples où les deux partenaires travaillent, les femmes effectuent plus de deux heures supplémentaires de travail non rémunéré par jour, et même au sein des couples où seule la femme a un travail rémunéré, les hommes n'en font pas plus à la maison que les femmes. Le type d'activités ménagères auxquelles les uns et les autres se consacrent diffère également : les hommes ont tendance à se consacrer au jardinage ou au bricolage, alors que les femmes font plutôt la cuisine et le ménage.

26. Les gouvernements, partout dans le monde, ont un rôle important à jouer pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, non seulement en étant attentifs à la question de la parité au moment d'élaborer et d'évaluer les politiques publiques, mais aussi en veillant à assurer l'égalité des chances dans la fonction publique, l'administration jouant alors le rôle de modèle pour les autres employeurs.

27. Les gouvernements ont en vérité fait beaucoup d'efforts, dans de nombreux pays, pour promouvoir les politiques destinées à aider les parents à concilier activité professionnelle et vie familiale, et ont légiféré en ce sens – on songe au droit au congé parental rémunéré, aux systèmes publics de garde d'enfants et aux aménagements dans les modalités de travail. Mais il n'en reste pas moins que ce sont essentiellement les femmes qui utilisent les dispositifs destinés à aider à concilier travail et vie de famille, comme par exemple les horaires de travail flexibles, ce qui contribue à perpétuer le stéréotype selon lequel les responsabilités familiales, par delà la gestion de l'argent, sont essentiellement l'affaire des femmes, et ce qui fait obstacle à une utilisation plus efficace du potentiel de la main-d'œuvre féminine.

28. Les entreprises, aussi, doivent réfléchir aux effets de la culture d'entreprise et des pratiques au travail. Si les femmes sont bonnes en affaires, pourquoi sont-elles si peu nombreuses à accéder au sommet, et pourquoi sont-elles si nombreuses à tout bonnement y renoncer ? Les employeurs essaient-ils de faire en sorte qu'il soit plus facile, pour les hommes et pour les femmes, de partager les responsabilités domestiques et familiales en dehors du travail — par exemple, évitent-ils de considérer que les hommes qui prennent intégralement leur congé parental ne sont pas motivés et ne méritent pas d'être promus ?

29. Les pratiques au travail imposant des horaires de travail très lourds, de longs temps de trajet et une disponibilité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour un emploi posté sont difficiles à concilier avec une vie de famille. Mais les travailleurs qui optent pour le travail à temps partiel ou le télétravail sont souvent pénalisés au niveau de la progression de leur carrière et de leur rémunération. Le changement n'est pas toujours facile ; il faut du temps pour que des attitudes très enracinées se modifient à mesure qu'évoluent les réalités. Or nos économies ont besoin de tous les talents disponibles pour assurer un avenir pérenne et prospère, et nous devons trouver le bon équilibre des responsabilités, à la maison et au travail, pour améliorer la vie de chacun.

Entrepreneuriat

30. Bien que la présence des femmes sur le marché du travail se soit accrue au cours du dernier demi-siècle, les femmes restent fortement sous-représentées parmi les chefs d'entreprise. Lorsqu'on les interroge, elles sont moins nombreuses que les hommes à déclarer qu'elles préféreraient être installées à leur compte. Lorsqu'elles choisissent, effectivement, de devenir chefs d'entreprise, les femmes citent plus souvent que les hommes le souci d'un meilleur équilibre entre travail et vie personnelle et/ou la nécessité économique comme motivation principale de leur projet de création d'entreprise. En période de fort chômage, les entreprises appartenant à des femmes contribuent de façon déterminante au revenu des ménages et à la croissance économique. L'entrepreneuriat revêt la même importance dans les pays en développement en termes de création d'emplois, d'innovation et de croissance. Encourager l'entrepreneuriat est un objectif clé de l'action gouvernementale dans tous les pays ; l'anticipation commune est qu'un taux élevé d'activité entrepreneuriale entraînera une création d'emplois soutenue. En outre, de nouvelles entreprises prospères peuvent dynamiser le développement de nouveaux produits, procédés de fabrication et innovations organisationnelles.

31. Cependant, alors que les femmes sont plus nombreuses à prendre un emploi salarié, le nombre de femmes chefs d'entreprise n'évolue guère dans les pays de l'OCDE. Et lorsque les femmes démarrent effectivement une activité, elles le font à plus petite échelle que les hommes, et dans un éventail limité de secteurs, souvent avec une faible intensité capitalistique. En moyenne, un tiers des hommes travailleurs indépendants ont des salariés, alors que la proportion n'est que d'un cinquième pour les femmes installées à leur compte. Dans les pays émergents et en développement, les femmes représentent souvent la majorité des propriétaires d'entreprise sans salarié rémunéré du secteur informel. Globalement, elles gagnent beaucoup moins : l'écart de revenu médian entre hommes et femmes parmi les travailleurs indépendants est souvent de l'ordre de 30 à 40 %, alors qu'il est en moyenne de 16 %, dans les pays de l'OCDE, pour les emplois salariés. Même lorsqu'il s'agit d'entreprises de même taille et du même secteur, les entreprises appartenant à des femmes présentent d'autres caractéristiques qui vont de pair avec un plus faible volume de ventes, une moindre rentabilité et une moindre productivité du travail. Deux caractéristiques clés de l'entrepreneuriat au masculin et au féminin aident à expliquer ces taux de rendement relativement faibles : les femmes démarrent leur activité avec une expérience limitée du management, et elles y consacrent beaucoup moins de temps que les hommes. Dans les pays de l'OCDE, 22 % des femmes installées à leur compte travaillent moins de 40 heures par semaine, alors que la proportion n'est que de 10 % parmi leurs homologues masculins.

32. La proportion d'entreprises appartenant à des femmes se maintient actuellement aux alentours de 30 % de l'ensemble dans les pays de l'OCDE, et la proportion semble plafonner à peu près à ce même niveau dans les pays en développement, qui partent de niveaux faibles. Il y a clairement nécessité d'intensifier et d'améliorer l'effort d'information pour présenter l'entrepreneuriat comme une option professionnelle attrayante, aussi bien auprès des jeunes femmes en cours de scolarisation qu'auprès des femmes qui ne sont pas dans la population active, mais qui envisagent de commencer à travailler. Environ un quart des femmes ayant créé une activité en Europe donnent comme raison à leur retour dans l'emploi le fait que leurs enfants sont suffisamment grands pour qu'elles puissent recommencer à travailler.

33. Les femmes sont aussi moins susceptibles que les hommes de recourir à l'emprunt pour financer leur activité. Plusieurs raisons expliquent cette situation. Les femmes peuvent se voir facturer des taux d'intérêt plus élevés et il leur est demandé plus de garanties, car leurs antécédents en matière d'emprunt, leur capacité opérationnelle et les sûretés dont elles disposent sont souvent moindres. Il semblerait, même si les éléments le prouvant sont rares, que certains prêteurs facturent aux femmes des taux supérieurs parce qu'ils ont un *a priori* négatif sur la capacité de celles-ci à faire face à leurs obligations de remboursement. Il se peut aussi que les femmes ne sollicitent pas de financements parce qu'elles craignent un refus ou qu'elles ne sont pas optimistes quant au potentiel de développement de leur activité. Dans un certain nombre de pays en développement, l'écart s'est réduit car il existe toute une palette de dispositifs de microcrédit et d'autres systèmes de financement ciblant spécifiquement les femmes et gérés, souvent, par des agences internationales ou des ONG. Mais cela ne remplace pas un traitement égalitaire par les banques et institutions financières classiques des demandes de financement émanant des hommes et des femmes.

34. L'une des grandes difficultés pour réfléchir à la manière de stimuler l'entrepreneuriat féminin tient au manque de données tangibles et fiables sur cette question comme sur d'autres — d'où la nécessité de recueillir plus de données distinguant la situation des hommes de celle des femmes dans ce domaine.

PRINCIPAUX CONSTATS

ÉCONOMIE, NORMES SOCIALES ET POLITIQUE EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

- La croissance économique dans les pays de l'OCDE, au cours des 50 dernières années, s'explique pour moitié environ par les progrès de l'éducation.
- Une plus grande égalité hommes-femmes dans l'éducation encourage la participation des femmes à l'activité et favorise la croissance économique.
- Améliorer la situation des femmes sur le marché du travail est indispensable pour garantir une croissance économique future forte, pérenne et équilibrée.
- Dans la plupart des pays du monde, la persistance des discriminations au niveau des institutions sociales et des normes culturelles limite le rôle économique et social des filles et des femmes.
- Les organismes publics qui s'occupent de promouvoir la situation des femmes manquent souvent de visibilité, d'autorité et de ressources pour faire effectivement avancer la cause de l'égalité hommes-femmes dans toutes les administrations.

ÉDUCATION

- La scolarisation dans l'enseignement primaire est presque universelle dans de nombreux pays, mais notamment dans les pays à haut revenu, les garçons sont davantage susceptibles que les filles d'abandonner prématurément leurs études secondaires, et les jeunes femmes ont un niveau de formation qui ne cesse de s'améliorer par rapport à celui des jeunes hommes.
- Les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons en compréhension de l'écrit, mais sont en retard sur eux en mathématiques, encore que ce retard soit plus limité et que les différences comportementales expliquent pour une part importante ces différences de résultats.
- Les filles ont de fortes aspirations et de fortes attentes en ce qui concerne leurs études et le statut professionnel, mais on observe des différences systématiques entre filles et garçons en ce qui concerne l'aspiration à une carrière et le choix du domaine professionnel, aussi bien dans l'enseignement supérieur que dans l'enseignement professionnel.
- Dans de nombreux pays à faible revenu, les jeunes femmes sont davantage susceptibles que les jeunes hommes de ne pas avoir de travail rémunéré et de ne pas être non plus en train de suivre des études ou une formation.

EMPLOI

- La présence des femmes dans l'emploi s'est généralement accrue, et les écarts entre hommes et femmes du point de vue de la participation à la vie active se sont réduits, mais la situation ne s'est pas améliorée sous l'angle de la ségrégation professionnelle : les écarts de rémunération persistent et les femmes continuent d'être sous-représentées aux niveaux les plus élevés, en particulier au niveau des dirigeants et dans les conseils d'administration.
- Une aide formelle à la garde des enfants est particulièrement importante pour élever le niveau d'emploi des femmes et parvenir à une plus grande égalité hommes-femmes tout au long de la vie active.
- Les femmes effectuent une plus large part de travail non rémunéré que les hommes, dans tous les pays, et l'écart entre hommes et femmes, de ce point de vue, s'accroît avec l'arrivée d'enfants.
- Souvent, les femmes travaillent à temps partiel, car il est alors plus facile de concilier travail et responsabilités familiales, mais ce choix pénalise souvent leurs perspectives de carrière et de rémunération à long terme.

ENTREPRENEURIAT

- Les femmes sont moins tentées que les hommes de créer leur propre entreprise, et les femmes chefs d'entreprise restent minoritaires dans tous les pays.
- Les entreprises appartenant à des femmes sont nettement plus petites et relèvent plus rarement de secteurs à forte intensité de capital, et cet état de fait, outre d'autres facteurs, tend à pénaliser les femmes en termes de chiffre d'affaires, de rentabilité et de productivité du travail.
- Les femmes chefs d'entreprise recourent beaucoup moins que les hommes à l'emprunt, à la fois pour démarrer leur activité et pour financer l'exploitation.

MESSAGES CLÉS À L'INTENTION DES POUVOIRS PUBLICS

MESURES D'ORDRE GÉNÉRAL

- Accroître le volume et la qualité des données différenciées selon le sexe et améliorer l'évaluation des politiques publiques.
- Renforcer la capacité de prise en compte de la problématique homme-femme par les administrations tout au long du cycle public de gestion financière, et renforcer les analyses d'impact selon le sexe.
- Réformer les cadres légaux, et veiller à leur mise en œuvre, pour lever tous les obstacles à l'égalité entre les hommes et les femmes ; interdire la discrimination ; combattre toutes les formes de discrimination dans la rémunération ; soutenir le principe « à travail de valeur égale, rémunération égale » ; et instaurer des soutiens économiques et des incitations en direction des individus, des familles et des communautés pour modifier les attitudes discriminatoires.
- Les pays devraient fixer des objectifs réalistes d'accès des femmes aux plus hautes fonctions de l'administration.

ÉDUCATION

- Dans les pays de l'OCDE, amener les filles à s'intéresser davantage aux mathématiques et aux sciences, et les garçons à s'intéresser davantage à la lecture ; il s'agirait par exemple d'éviter les *a priori* sexués dans les programmes d'études, si nécessaire, et d'entreprendre un travail de sensibilisation auprès des jeunes pour leur montrer les conséquences probables de leurs choix en matière d'études et de profession du point de vue de l'évolution de leur carrière et de leurs revenus.
- Encourager les femmes qui ont achevé des études scientifiques, techniques, d'ingénieur ou mathématiques (STIM) à travailler dans le domaine scientifique grâce à des stages et à des apprentissages.
- Dans les pays en développement, faire en sorte que les écoles soient plus sûres et d'un coût plus abordable pour les filles.

EMPLOI

- Procurer un mode de garde de qualité et d'un coût abordable à tous les parents, et un congé de maternité rémunéré aux femmes occupant un emploi. Encourager un recours plus égalitaire au congé parental, en réservant aussi exclusivement aux pères une partie du droit au congé rémunéré.
- Éliminer les mécanismes désincitatifs vis-à-vis du travail rémunéré liés à la fiscalité et aux systèmes de prestations, et veiller à ce que le travail soit rémunérateur pour les deux parents.
- S'attaquer aux obstacles culturels et aux stéréotypes concernant le rôle des femmes dans la société, dans les entreprises et dans le secteur public.
- Les pays devraient fixer des objectifs et mesurer les progrès de la représentation des femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées.

ENTREPRENEURIAT

- Veiller à ce que les dispositifs en faveur des entreprises appartenant à des femmes non seulement visent les entreprises en création et les petites entreprises, mais aussi aiguillonnent et soutiennent les ambitions que nourrissent toutes les entreprises existantes en matière de croissance.
- Promouvoir de vastes programmes de soutien ciblant les entreprises détenues par des femmes dans les secteurs de haute technologie.
- Veiller à l'égalité d'accès des chefs d'entreprise, hommes et femmes, aux financements.

SEMAINE DE L'OCDE 2012

www.oecd.org

OCDE Paris
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tel.: +33 (0) 1 45 24 82 00